

ASSEMBLÉE NATIONALE

3 octobre 2009

OUVERTURE À LA CONCURRENCE DES JEUX D'ARGENT EN LIGNE - (n^o 1860)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENTSN^{os} 1398 à 1406

présenté par
Mme Fourneyron, M. Jean-Michel Clément et M. Bapt

ARTICLE 50

Après l'alinéa 2, insérer l'alinéa suivant :

« L'intéressé en est averti dans les plus brefs délais. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Supprimer l'accès aux sites de jeux non agréés est une mesure qui va au-delà des sanctions prévues par l'article 35. Elle met en jeu le droit d'accès à internet. Elle heurte la compétence exclusive du juge pourtant encore affirmée récemment dans la décision du Conseil constitutionnel n^o 2009-585 du 10 juin 2009.

Il convient donc de prévoir le moment où l'ARJEL, qui n'est pas une juridiction, passe la main au juge compétent.

Elle peut le faire de façon convenable et rapide par le biais d'un référé. Les dispositions de l'article 35 et 36 qui, en toute hypothèse ne sont pas prévues pour une telle hypothèse, n'ont pas à être respectées ; le droit d'accès au dossier remis au juge relèvera des règles de la procédure judiciaire.

Ces amendements identiques ont été déposés par 27 membres du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche :

Adt n°	1398	de Mme Fourneyron, MM. Jean-Michel Clément et Bapt
Adt n°	1399	de MM. Gorce, Dussopt et Duron
Adt n°	1400	de Mme Filippetti, MM. Roy et Le Roux
Adt n°	1401	de Mme Delaunay, M. Nayrou et Mme Mazetier
Adt n°	1402	de M. Gaubert, Mme Lemorton et M. Brottes
Adt n°	1403	de MM. Juanico, Villaumé et Rogemont
Adt n°	1404	de MM. Hutin, Blisko et Jean-Marie Le Guen
Adt n°	1405	de MM. Pupponi, Le Bouillonnet et Likuvalu
Adt n°	1406	de MM. Mallot, Ayrault et Mme Hoffman-Rispal